

partisan de Luther, dans un sermon où il développa la thèse que c'est la foi et non les œuvres qui rendent l'homme just. Il fut puissamment secondé par Hans Michelson, bourgmestre de Malmo, qui fit une traduction en langue suédoise du Nouveau Testament. Elle fut imprimée à Anvers en 1524. Des marchands hollandais copieront en masse ce livre, qui fut banni avec avigilance par le peuple. Ce dernier apprit aussi clairement à connaître combien plusieurs doctrines de l'Eglise catholique étaient fausses et peu fondées.

Le premier qui s'éleva, à Malmo, contre la religion catholique, fut Clous Mortenson, tonnelier, homme sans éducation, mais plein d'enthousiasme pour la sainte-trinité. Les pasteurs commençèrent alors à prendre femme, et Falster donna le premier exemple. La réforme s'étendit dès lors dans tout le pays. Ce fut ainsi qu'une troupe de bourgeois, sous la conduite du révérend Aarbreke, déguisé en rata, le troisième jour de Noël, 1531, sur l'Eglise de Notre-Dame, à Copenhague, y détruisit les ornements, brisa les images et pilaya les objets sacrés. A Rothschild et à Nestved on rasa non seulement les couvents, mais aussi les Eglises, et on planta, par décision, une potence à l'endroit où auparavant les saints mystères avaient été célébrés.

Je termine par deux faits qui serviront à prouver le respect qu'avaient en inspirer à leurs ouailles les évêques et ministres protestans.

Ce n'était point les talents ni les connaissances, mais le mariage avec la concubine ou la ménagère d'un propriétaire et d'autres sales moyens qui aplatisaient la route pour parvenir aux emplois que la noblesse distribuait. Les pasteurs appelés de cette façon à une cure devaient se soumettre aux traitements les plus insolents. Même les ecclésiastiques les plus distingués de ce pays, les évêques, n'étaient pas sûrs d'échapper aux indignités de la noblesse. C'est ainsi que l'évêque Niels Jespersen, à Odense (1564), fut interrompu au milieu de son sermon par une femme noble (dont le mari était en disput avec lui) et insulté par elle. C'est en vain que l'évêque voulut l'engager à se modérer et à attendre qu'il eût achevé son sermon, elle continua à l'injurier, et l'évêque fut obligé de s'arrêter et de descendre de la chaire."

Le préicateur Thomas avait attaqué violemment dans un de ses sermons le conseiller de la Couronne Ivar Løkke, parce qu'il s'était permis d'abattre une église et de se servir des pierres pour construire sa demeure seigneuriale. Le noble, couronné, poursuivit le pasteur jusqu'à ce qu'il fut fait condamner à mort et exécuté près de l'église abattue."

Du Journal d'agriculture canadien.

Nous espérons que les sensations de l'esprit de parti occasionnées par la dernière élection générale n'ont pas détourné les esprits de notre population agricole de l'attention qu'elle doit à un sujet beaucoup plus important pour elle que les affaires politiques : nous voulons dire, une culture bien dirigée et une sage économie sur une métairie. Les électeurs doivent connaître jusqu'à quel point, dans l'exercice de leur franchise, ils ont fait choix de législateurs instruits de leurs besoins et de leurs désirs, et qui, dans leur capacité de législateurs, se montreront les patrons de l'agriculture et de la prospérité générale du Canada. Nous espérons aussi que les législateurs qui représentent une population agricole, soit qu'ils y soient individuellement intéressés, soit qu'ils ne le soient pas, se souviendront de la responsabilité qui pèse sur eux, quant à leur devoir de législateur pour l'avantage de leurs concitoyens en même temps que pour le bien de tous. Ces devoirs ne devraient pas être influencés par des vues de parti ou des animosités. Quant à ce qui a rapport aux agriculteurs qui forment les neuf-dixièmes de la population, ils n'ont aucun intérêt dans la discussion de questions de parti dans la prochaine session, et ce serait aussi bien pour eux, s'il n'y en avait point, au cas où la législature ne s'occupera que de ces questions seulement. L'intérêt du Canadien en général serait que le législateur adoptât telle mesure qui serait un encouragement et une direction de l'industrie de la population en agriculture, comme, manufactures domestiques, avec une provision pour l'éducation de la jeunesse, en un mot tout ce qui serait nécessaire pour le bien-être de la société canadienne, autrement la session sera plus dispendieuse que profitable, et il ne devrait pas y avoir d'opposition à des objets qui profitent à tous. Notre désir serait que le seul principe du législateur fut de n'avoir aucun autre motif sur toutes les questions à lui soumises que le bien du pays de ses habitants. Une proposition bonne en elle-même n'a pas besoin d'une approbation unanime, quelque soit le parti qui en est l'auteur, et une mesure pernicieuse ne devrait pas avoir l'appui des vues de parti. Qu'il est à regretter que ces principes honorables dans leur simplicité ne soient pas plus influents vis-à-vis des hommes publics ! Il est facile que les hommes publics pensent plutôt à eux-mêmes et à leurs propres préjugés de parti qu'à l'avancement des vrais intérêts de ceux qui placent le pouvoir dans leurs mains. Nous ne désirons pas introduire une discussion politique dans ce journal, mais nous exprimons une inquiétude pour la classe sociale que nous représentons, regrettant que leurs intérêts puissent être négligés ou sacrifiés à des vues de parti. Notre désir n'est pas d'obtenir des priviléges lésant d'autres classes, mais simplement des lois nécessaires et convenables au bien général qui ne soient pas mises de côté, pour faire place à des discussions politiques sans intérêt réel pour les neuf-dixièmes du peuple. La protection agricole, l'encouragement du cultivateur et le maintien de la connexion britannique sont d'importance vitale aux cultivateurs, et l'un ne peut aller sans l'autre. Cette protection agricole est le seul soutien assuré de son amélioration, tandis que le résultat de cette amélioration devient inutile sans cette connexion britannique qui nous offre un marché d'en

treport. Nous sommes tellement persuadés quant à tous ces points, que nous faisons l'aveu de manque de confiance envers tout homme public ayant des vues défavorables à ce principe. Quant à la connexion britannique, nous espérons que des motifs, plus élevés que ceux de l'intérêt privé, engageront toujours un sujet britannique en Canada, à la soutenir à présent et à toujours. L'intérêt de l'agriculteur est que nous soyons paisiblement gouvernés sans être obligé de devenir un parti sur des matières propres à troubler la paix du pays ou mettre nos liaisons avec la Grande Bretagne en péril.

— Nous voudrions pouvoir persuader les gens de tous les partis de s'unir ici, comme en Angleterre, quant à l'adoption des moyens d'amélioration agricole. Le gouverneur-général est le premier de nos gouverneurs qui ait librement contribué à l'encouragement de la traduction de ce journal en langue française pour le faire circuler parmi les habitants. Cette liberté n'a rien à faire avec la politique. Nul autre individu n'y a contribué un cent scheling, excepté un Monsieur Anglais déjà nommé et le Dr. Meilleur, notre surintendant d'éducation. Ceux qui connaissent le pays savent combien il est impossible de procurer un plus grand avantage aux habitants de ce pays que de les instruire dans l'amélioration agricole, et aux exceptions honnêtes déjà mentionnées, il n'y a pas eu un chemin de contribué. Parlez après cela du patriotisme ! N'est-ce pas par des actes purs et désintéressés qu'on connaît les vrais patriotes ? Quelque bien que cette publication, traduite en français puisse faire, elle n'aurait pu avoir lieu sans l'encouragement généreux du Gouverneur, et ceux qui en profiteront doivent lui en avoir reconnaissance. Nous continuerons cette publication jusqu'à la fin de l'année, mais nous l'abandonnerons, ne pouvant encourrir une dépense sans retour comme celle-là, et le sacrifice de notre temps est suffisant à cette fin sans un sacrifice pécuniaire qu'il n'est pas en notre pouvoir de faire. Il y a trois cent paroisses dans le Bas-Canada, et six abonnés dans chaque suffisent au soutien de ce journal et de son augmentation. Nous avons, il est vrai, des témoignages flatteurs par écrit de toutes parties du pays, que notre journal est estimé et fait grand bien, mais cela ne paiera à l'imprimeur ni le traducteur. Plusieurs pensent que ces publications ne produisent aucun bien, mais nous pouvons prouver le contraire. Nous connaissons plusieurs cultivateurs pratiques qui dénigrent la théorie comme inutile à l'agriculture, tandis que nous savons qu'ils ne négligent aucune occasion de lire tous les ouvrages à ce sujet ; et peuvent-ils dire que leurs idées plus lucides là-dessus ne viennent pas de ces publications ? quant à nous, nous déclarons n'avoir jamais vu un cultivateur habile et instruit qui n'ait pas été bien informé de connaître tout ce qu'on publie sur l'agriculture. Ce sentiment n'existerait certainement pas, si elle ne leur était pas utile et intéressante, et en ce cas comment pouvoir assurer qu'elles n'ont pas la même valeur pour autrui. Les auteurs de nos grandes améliorations en culture anglaise n'étaient pas des gens ignorants, et nous dirons plus en déclarant le fait que, sans publication agricole, l'amélioration et la prospérité ne peuvent augmenter. Il répugne à plusieurs d'admettre que ces publications soient utiles en répandant des connaissances quant à la culture, et ils voudraient qu'on crût que leurs avantages personnels sont l'effet d'une intelligence supérieure à celle de leurs concitoyens, mais il n'en est rien. Nous croyons qu'un journal agricole dans le Bas-Canada bien conduit et bien soutenu serait beaucoup plus que de convaincre ses propres dépendances, et il y a cela d'encourageant que l'être le plus élevé et le plus honorable dans notre pays a pris plaisir à approuver la présente publication.

B. U. L. L. E. T. I. N.

Lettre Pastorale de Mgr. l'archevêque de Québec.—Ouverture du parlement provincial.—Education.

Les journaux reçus de Québec, (ceux de lundi) ne faisant pas mention de la cérémonie qui a eu lieu dimanche dernier, en l'église paroissiale de la nouvelle métropole, nous sommes dans l'impossibilité d'en rendre aucun compte aujourd'hui. En attendant nous sommes heureux de pouvoir donner immédiatement à nos lecteurs la Lettre Pastorale que le nouvel archevêque a publiée à cette occasion.

JOSÉPH SIGNAT, *Par la miséricorde de Dieu et la grâce du saint Siège apostolique, archevêque de Québec, etc.—Au clergé et aux fidèles de notre diocèse, Salut et Bénédiction en Notre-Seigneur.*

Depuis longtemps, nos très chers frères, le saint Siège apostolique, dans sa sollicitude pour le bien de l'Eglise du Canada, avait manifesté le désir de diviser le diocèse de Québec en un nombre de diocèses proportionné à la vaste étendue de son territoire et à l'augmentation rapide de sa population catholique, et de former ainsi une province ecclésiastique, dont Québec aurait été la métropole. Mais ce projet, ayant rencontré des obstacles que l'on jugea insurmontables, on se borna à donner à l'évêque titulaire de Québec, pour partager ses travaux, des aides revêtus du caractère épiscopal, avec le titre d'évêques suffragans et auxiliaires.

Cet ordre de choses ne pouvant être regardé que comme provisoire, l'établissement d'une province ecclésiastique ne devait être que différé ; et ce fut sans doute pour le rendre plus facile que plus tard le saint Siège nomma évêques titulaires plusieurs des évêques suffragans et auxiliaires, et confia à la sollicitude de chacun d'eux une partie de l'immense diocèse de Québec.

Aujourd'hui nous pouvons vous annoncer, N. T. C. F., que tous les obstacles étant levés, il a plu à l'illustre pontife qui occupe en ce moment la chaire de St-Pierre, de mettre ce projet à exécution. En effet, Sa Sainteté